



C.G.A.FRANCE

FLASH SPÉCIAL DU 30 JUILLET 2021



Covid-19 - Plan de relance - Difficultés de trésorerie

Fonds de solidarité : les critères d'accès pour juin et juillet

Les chefs d'entreprise des secteurs de la restauration, du tourisme ou encore de la culture peuvent solliciter le fonds de solidarité pour les pertes subies au mois de juin. Le formulaire de demande est en effet en ligne depuis le lundi 19 juillet. Tenant compte de la levée de nombreuses mesures sanitaires, les conditions pour bénéficier de l'aide au titre des mois de juin et de juillet 2021 ont été fixées -et modifiées- par décret. Son montant évolue aussi à cette occasion. Comme déjà annoncé, ces adaptations visent à la disparition progressive du dispositif. Le point sur toutes ces nouveautés, ainsi que sur quelques mesures issues de la loi de finances rectificative pour 2021.

C'est fait ! Depuis le lundi 19 juillet, il est possible de faire sa demande de fonds de solidarité au titre de la baisse d'activité enregistrée au cours du mois de juin. Les services de Bercy viennent d'officialiser la mise en ligne du formulaire sur le site impots.gouv.fr, un document qu'il faut impérativement remplir sur ce site pour recevoir l'aide visant à compenser les pertes du mois passé. À noter qu'à cette occasion, les conditions d'éligibilité au fonds de solidarité évoluent, comme indiqué dans un décret publié au Journal officiel le 30 juin.

Sont ainsi concernées les entreprises créées avant le 31 janvier 2021, ayant perçu l'aide pour le mois d'avril et/ou de mai. Ce fonds de solidarité est, pour rappel, limité à trois catégories d'entreprises : celles qui étaient encore fermées administrativement pendant le mois de juin, celles des secteurs S1 et S1 bis, dont la liste peut être consultée sur le site du ministère du Travail et enfin les entreprises de moins de cinquante salariés situées dans une zone soumise à confinement au mois de juin.

Le rappel du dispositif

Le fonds de solidarité a été créé en mars 2020 pour soutenir tous les acteurs économiques particulièrement touchés par les conséquences économiques de la Covid-19.

Le public visé

Concrètement, il a été imaginé pour les TPE, les micro-entrepreneurs, les commerçants, les artisans, les professions libérales et les autres agents économiques, quel que soit leur statut (société, entrepreneur individuel, association...) et leurs régimes fiscal et social (y compris les micro-entrepreneurs). Les agriculteurs membres d'un Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC), les artistes auteurs et les entreprises en redressement judiciaire de même que celles en procédure de sauvegarde peuvent également bénéficier du fonds de solidarité, au bémol près que pour ces dernières, l'entreprise ne doit pas être en liquidation judiciaire au 1^{er} mars 2020 pour pouvoir prétendre à l'aide.

Les autres conditions à remplir

-Le chef d'entreprise (ou le dirigeant majoritaire de la société) ne doit pas être titulaire d'un contrat de travail à temps complet au premier jour du mois au titre duquel la demande est formulée. Toutefois, si l'entreprise comporte un ou plusieurs salariés, l'entreprise peut demander l'aide si les autres conditions sont remplies.

-Si l'exploitant bénéficie d'une pension de vieillesse ou d'une indemnité journalière de la sécurité sociale au titre du mois de demande, ces sommes sont soustraites du montant de l'aide.

-L'entreprise ne doit pas avoir été sanctionnée par une fermeture ordonnée par le préfet du département.

À noter : depuis le début, le dispositif ne cesse d'évoluer pour s'adapter à la crise sanitaire. Pour preuve, il a fait l'objet d'une quarantaine de modifications depuis mars 2020 ! Plus récemment, le fonds de solidarité a été prolongé au titre des pertes des mois de juin et de juillet 2021 et pour finir, en application des dispositions de l'ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 modifiée portant création d'un fonds de solidarité, le présent décret le prolonge jusqu'en août.

Les principaux changements par rapport au mois précédent

Tout en précisant officiellement que la durée d'intervention du fonds de solidarité est prolongée, le décret entame néanmoins une extinction progressive de celui-ci.

En premier lieu, ne sont plus concernées désormais que les entreprises qui ont déjà pu bénéficier de ce fonds au titre du mois d'avril ou de mai 2021. Par ailleurs, parmi celles-ci, ne sont plus visées que :

-les entreprises, quel que soit leur secteur d'activité, qui ont continué à subir une interdiction d'accueil du public en juin, tout en subissant une perte de chiffre d'affaires d'au moins 20 % ;

-ou les entreprises appartenant aux secteurs S1 / S1 bis et ayant subi une perte de chiffre d'affaires d'au moins 10 % ;

-ou encore certains commerces de détail d'outre-mer, mais à condition là encore qu'ils aient subi une perte de chiffre d'affaires d'au moins 10 %.

Par ailleurs, sont ajoutées au secteur S1 bis, à partir de ce mois de juin, les entreprises du secteur de la fabrication de vêtements de dessous et de dessus et de la fabrication d'articles à mailles.

FDS de juin et de juillet, les différences

Pour l'essentiel, les règles sont les mêmes, à l'exception de deux principales différences :

→ La date limite de dépôt de la demande, à savoir le 31 août pour la demande d'aide au titre du mois de juin et le 30 septembre pour le mois de juillet.

→ Le montant de l'aide : 40 % du montant de la perte de CA dans la limite de 20 % du CA de référence, contre 30 % pour le mois de juillet.

Les entreprises éligibles à l'aide de juin (ou de juillet) 2021

Le formulaire du fonds de solidarité pour les pertes de chiffre d'affaires des mois de juin et de juillet 2021 (décret n° 2021-840 du 29 juin 2021) concerne les entreprises ayant débuté leur activité avant le 31 janvier 2021, sans conditions de chiffre d'affaires ni de bénéfice. Une contrainte s'impose cependant : **il faut avoir obtenu le versement du fonds de solidarité au titre du mois d'avril 2021 ou de mai 2021 pour pouvoir bénéficier de l'aide au titre du mois de juin 2021.**

Trois situations sont couvertes par le dispositif applicable aux pertes du mois de juin 2021 (ou de juillet) :

■ Les entreprises concernées par une mesure d'interdiction d'accueil du public durant tout le mois de juin et ayant perdu 20 % de chiffre d'affaires, sans condition de nombre de salariés

- Pour les entreprises fermées sur la totalité du mois de juin 2021, l'aide correspond à 20 % du chiffre d'affaires de référence dans la limite de 200 000 € ;
- Contrairement aux règles prévues ces derniers mois, il n'y a plus lieu de distinguer le chiffre d'affaires réalisé sur les activités de vente à distance, avec retrait en magasin ou livraison, ou sur les activités de vente à emporter. L'aide est désormais calculée en fonction de la totalité du chiffre d'affaires réalisé en juin 2021. Les demandes peuvent être déposées jusqu'au 31 août 2021 (30 septembre pour le mois de juillet).

À noter : seules les discothèques peuvent en principe bénéficier du régime des interdictions totales.

■ Les entreprises ayant perdu au moins 10 % de leur chiffre d'affaires

Sont éligibles, sans condition de nombre de salariés :

- Les entreprises des secteurs S1 (annexe 1 du décret 2020-371 du 30 mars 2020) ou S1 bis (annexe 2 du décret) situées sur tout le territoire ;
- Les entreprises relevant du régime « Outre-Mer » c'est-à-dire, celles domiciliées à La Réunion, en Guadeloupe, en Martinique, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin ou en Polynésie française et dont le secteur d'activité relève du commerce de détail (à l'exception des automobiles et des motocycles).

Ces entreprises reçoivent une aide correspondant à 40 % du montant de leur perte de chiffre d'affaires (30 % pour le mois de juillet) dans la limite 20 % du chiffre d'affaires de référence.

Le montant de l'aide est plafonné à 200 000 €.

À noter : pour info, la liste des secteurs S1 et S1 bis n'a pas été modifiée par rapport au mois de mai.

Des conditions assouplies pour une indemnisation moins élevée

- Pour les entreprises des secteurs S1 et S1 bis, la condition d'éligibilité est nettement moins sévère puisque le seuil de perte de chiffre d'affaires passe de 50 % à 10 %.
- Aucun changement en revanche pour les entreprises fermées administrativement en juin, avec une perte de chiffre d'affaires fixée au minimum à 20 %.
- De même est reconduite, pour les mois de juin et juillet 2021, l'aide pour les entreprises de moins de cinquante salariés ayant perdu 50 % de chiffre d'affaires, dès lors qu'elles sont "domiciliées dans les territoires faisant l'objet de mesures de confinement pendant au moins dix jours au cours de la période mensuelle considérée", précise le décret.

Important

- Les entreprises qui n'ont pas subi une fermeture administrative totale au cours des mois de juin et juillet et qui ne font pas partie des secteurs dits S1 (hôtels, restaurants, bars, établissements sportifs...) ou S1 bis (secteurs connexes et étroitement liés aux secteurs S1) sont exclues du fonds de solidarité pour les mois de juin et de juillet. Pour rappel, elles pouvaient encore avoir accès au fonds de solidarité au titre du mois de mai.
- Par voie de conséquence et pour aller droit à l'essentiel, les artisans et les membres des professions libérales ne sont plus éligibles au fonds de solidarité.

■ **Les entreprises de moins de cinquante salariés, situées sur un territoire ayant fait l'objet de mesures de confinement pendant au moins dix jours au cours du mois de juin 2021 et qui ont perdu au moins 50 % de leur chiffre d'affaires**

Sont éligibles, les entreprises de moins de cinquante salariés (seuil apprécié au niveau du groupe) :

- dont le secteur d'activité n'appartient pas aux secteurs 1 ou 1 bis ;
- ou les entreprises du secteur 1 bis qui ne remplissent pas les conditions à certifier attachées à ces secteurs d'activités.

Ces entreprises reçoivent une aide couvrant leur perte de chiffre d'affaires pouvant aller jusqu'à 1 500 €. Les demandes peuvent être déposées jusqu'au 31 août 2021.

À noter : *seul le département de la Guyane est concerné par ce régime de « confinement local » pour le mois de juin 2021.*

La démarche à suivre pour obtenir l'aide

Quand effectuer la demande et auprès de quel organisme ?

Pour chaque période mensuelle considérée (juin et juillet 2021), la demande d'aide est réalisée par voie dématérialisée au plus tard dans un délai de deux mois après la fin de la période au titre de laquelle l'aide est demandée. Si l'aide est demandée pour juin 2021, la demande d'aide devra être effectuée avant le 1^{er} septembre 2021. Si l'aide est demandée pour juillet 2021, la demande d'aide devra être effectuée avant le 1^{er} octobre 2021. Les demandes se font en ligne sur le site de la Direction générale des finances publiques.

S'ils répondent aux conditions pour demander cette aide, les professionnels doivent se connecter à leur espace particulier (et non sur leur espace professionnel habituel) où ils trouveront dans leur messagerie sécurisée, sous la mention "Écrire" le motif de contact "Je demande l'aide aux entreprises fragilisées par l'épidémie Covid-19".

À noter : *outre ce cas général, il existe des situations particulières, à savoir les entreprises situées dans une collectivité d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Martin et Saint-Barthélemy) les artistes-auteurs déclarant leurs revenus en traitements et salaires ainsi que les associés de Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC).*

Quels éléments prévoir ?

Pour chaque période mensuelle considérée, la demande est accompagnée des justificatifs suivants :

- une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise remplit les conditions prévues par le présent décret et l'exactitude des informations déclarées, ainsi que l'absence de dette fiscale ou sociale impayée au 31 décembre 2019, à l'exception de celles qui, à la date de dépôt de la demande d'aide prévue par le présent décret, ont été réglées ou sont couvertes par un plan de règlement.
- une déclaration récapitulant l'intégralité des sommes perçues de l'État en raison de la Covid-19, depuis mars 2020. Il s'agit des montants que l'entreprise a perçus dans le cadre du fonds de solidarité, des exonérations (mais pas les reports) de charges sociales qui lui ont été accordées, des dégrèvements de cotisation foncière des entreprises (CFE) et des abandons de créances et de loyers accordés par les bailleurs pour le mois de novembre 2020.
- le cas échéant, l'indication du montant des pensions de retraite ou des indemnités journalières de sécurité sociale perçues ou à percevoir au titre de la période mensuelle considérée,
- pour les entreprises exerçant leur activité principale dans un secteur mentionné aux lignes 91 à 129 de la liste des secteurs S1 bis dans sa rédaction en vigueur au 12 avril 2021, une déclaration sur l'honneur indiquant que l'entreprise dispose du document établi par un expert-comptable, tiers de confiance, attestant que l'entreprise remplit les critères prévus par cette annexe.

La source et les références légales

Décret n° 2021-840 du 29 juin 2021 relatif à l'adaptation au titre des mois de juin et juillet 2021 du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation.

AUTRES MESURES DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES

Alors que la sortie de crise sanitaire se dessine, un budget rectificatif pour 2021 a été présenté en Conseil des ministres le 2 juin dernier. La loi qui l'a institué a été promulguée le 19 juillet 2021 et publiée au Journal officiel du 20 juillet. PGE, fonds de solidarité, aide au paiement des cotisations sociales, reconduction de la Pepa ou bénéfice de l'abandon de loyers consentis par les bailleurs... Focus sur l'essentiel des mesures votées pour accompagner les entreprises.

Prolongation du PGE jusqu'à fin décembre 2021

La loi de finances rectificative pour 2021 prévoit d'étendre de six mois la possibilité pour les entreprises éligibles d'obtenir un prêt garanti par l'État (PGE), soit jusqu'à fin décembre 2021. Il propose également de clarifier certains termes de la mécanique d'indemnisation par la garantie de l'État. Il est en outre prévu d'étendre jusqu'au 31 décembre 2021 inclus la possibilité pour les entreprises éligibles de souscrire des préfinancements d'affacturage garantis par l'État.

Reconduction des aides au paiement des cotisations sociales

Après l'aide « Covid 1 » mise en place par la troisième loi de finances rectificative pour 2020 et l'aide « Covid 2 » instaurée par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021, la LFR 2021 prévoit -dans un volet 3- de prolonger les mesures de soutien au paiement des cotisations sociales bénéficiant aux employeurs de moins de 250 salariés qui relèvent des secteurs S1 (tourisme, hôtellerie, restauration, etc.) ou S1 bis (employeurs mentionnés à l'article 9 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021) ainsi qu'aux travailleurs indépendants particulièrement affectés par la crise sanitaire, et ce dans le contexte particulier de la levée progressive de mesures de restriction à compter du mois de mai 2021.

Pour les employeurs

Pour les employeurs des secteurs les plus touchés par la crise sanitaire, une aide au paiement des cotisations sociales, représentant 15 % de la masse salariale (contre 20 % pour les aides « Covid 1 et 2 »), sera maintenue à compter du mois de mai et pour une durée de trois mois, soit jusqu'au 31 août 2021, afin d'inciter à la reprise de l'activité salariée et à l'emploi.

Pour les travailleurs indépendants

Les dispositions applicables aux entreprises de moins de 250 salariés sont également applicables aux travailleurs indépendants et aux mandataires sociaux (ceux assimilés à des salariés au regard de la sécurité sociale à l'instar des gérants minoritaires de SARL ou des présidents de SAS ou de SASU), qui satisfont aux conditions d'activités exercées dans les secteurs S1 et S1 bis, d'interdiction d'accueil du public ou de baisse de chiffre d'affaires. La loi de finances rectificative pour 2021 prévoit même une nouvelle réduction de cotisations et de contributions sociales dues au titre de l'année 2021 pour celles et ceux qui satisfont à la condition d'exercice de l'activité dans les secteurs S1 et S1 bis. Le montant de la réduction sera fixé par décret.

Clarification du régime fiscal des aides versées en complément du FDS

Il est en effet clairement stipulé que l'exonération s'applique aux seules aides versées au titre du fonds de solidarité. Sont exclues de cette exonération et donc assujetties aux impôts sur le bénéfice et aux contributions et cotisations sociales les subventions perçues au titre des dispositifs suivants :

- l'aide destinée à compenser les coûts fixes des entreprises ;
- l'aide aux personnes physiques et morales exploitant des remontées mécaniques ;
- l'aide destinée à tenir compte des difficultés d'écoulement des stocks de certains commerces à la suite des restrictions d'activité.

INFOS PLUS

→ En plus de cette présente note liée à l'actualité, nous vous invitons à consulter notre site Internet (www.cga-france.fr). Vous y trouverez, à la rubrique Actualités, un recueil sur l'actualité de la TPE recensant notamment les principales mesures de la loi de finances de 2021 ainsi que quelques autres dispositifs vous concernant.

→ Et si vous exercez un métier lié à l'art (horlogerie, bijouterie, joaillerie, arts de la table, architecture et jardin, restauration du patrimoine...), le dossier sur le crédit d'impôt sur les métiers d'art (le CIMA) devrait vous intéresser.

Prorogation du fonds de solidarité jusqu'à fin août au minimum

Alors que la loi relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire vient d'être adoptée, il est prévu de prolonger le fonds de solidarité à destination des entreprises jusqu'au 31 août 2021 afin de continuer à accompagner les entreprises durant la période d'allègement progressive des contraintes sanitaires. La loi vise à permettre d'organiser son extinction progressive en poursuivant l'accompagnement des entreprises au cours de la période de sortie de la crise sanitaire, tout en encourageant la reprise d'activité. Il est aussi proposé d'ouvrir la possibilité de prolonger le dispositif au-delà du 31 août 2021 par décret pour une durée de quatre mois au plus, soit jusqu'au 31 décembre 2021, afin de pouvoir prolonger le dispositif dans des délais très rapides en cas de besoin et si la situation sanitaire l'exigeait.

Prorogation - jusqu'au 31 décembre 2021- du dispositif visant à encourager les abandons de loyers consentis par les bailleurs

Pour mémoire, afin d'inciter les bailleurs à consentir des abandons de loyers aux entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques de la crise sanitaire, la seconde loi de finances rectificative pour 2020 avait introduit un nouveau cas dérogatoire de déductibilité d'abandons de loyers. Le dispositif initial trouvait à s'appliquer aux abandons consentis entre le 15 avril 2020 et le 31 décembre 2020. Il a ensuite été prolongé aux abandons consentis jusqu'au 30 juin 2021 par la loi de finances pour 2021. La loi de finances rectificative pour 2021 prolonge jusqu'au 31 décembre 2021 le mécanisme de déductibilité des abandons de créances de loyers.

Pour rappel, ce mécanisme est institué au profit de bailleurs (personnes physiques ou personnes morales) consentant aux entreprises locataires une remise ou une annulation de loyers. Cette possibilité concerne l'ensemble des bailleurs, relevant de la catégorie d'imposition des BIC, des BNC ou des revenus fonciers. Il est prévu que les abandons consentis par le bailleur ne constituent pas un revenu imposable pour les bailleurs relevant des revenus fonciers et sont intégralement déductibles pour celles et ceux imposés dans la catégorie des BIC. Par ailleurs, les bailleurs conservent le droit de déduire les charges correspondant aux loyers ayant fait l'objet d'un abandon (travaux, charges locatives, frais d'assurances, etc.).

Réduction d'impôt Madelin : application du taux majoré reconduite en 2022

La loi de finances rectificative pour 2021 proroge jusqu'au 31 décembre 2022 la hausse de 18 % à 25 % du taux de la réduction à l'impôt sur le revenu pour la souscription au capital des PME.

La loi de finances pour 2021 avait déjà reconduit pour un an cette majoration de taux sous la condition d'une réponse de la Commission européenne sur la conformité au régime des aides d'État. La réponse de la Commission européenne ayant été reçue tardivement au printemps 2021, seuls les versements effectués entre le 9 mai et le 31 décembre sont éligibles pour l'année 2021. La LFR 2021 proroge donc cette majoration de taux jusqu'au 31 décembre 2022. Cette mesure fournira un délai suffisant pour que la nouvelle réponse de la Commission européenne intervienne avant la fin de l'année ce qui évitera une césure en début d'année prochaine.

Reconduction de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat (Pepa)

Initialement instaurée à la fin de l'année 2018 à la suite du mouvement des « Gilets jaunes », la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat (Pepa) a été reconduite et prolongée à plusieurs reprises en 2020 pour faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19.

La Pepa est de nouveau mise en place pour les primes versées entre le 1^{er} juin 2021 et le 31 mars 2022. Rappelons que la prime est exonérée d'impôt sur le revenu et de toutes les cotisations et contributions sociales à condition qu'elle soit attribuée aux salariés dont la rémunération est inférieure à trois fois la valeur annuelle du SMIC. Le plafond de la prime exonérée est de 1 000 euros dans le droit commun et de 2 000 euros pour les entreprises ayant conclu un accord d'intéressement.

Flash spécial du CGA.FRANCE - 30 juillet 2021

Propriété exclusive du CGA.FRANCE, cette note d'information est destinée à ses seuls adhérents et à ses partenaires. Toute reproduction ou diffusion externes, en tout ou en partie, sous quelque forme et par quelque procédé que ce soit, sont donc strictement interdits.



C.G.A.FRANCE